

DE BÉNI-YENNI OÙ IL ÉTAIT INVITÉ À UNE CONFÉRENCE

Nouredine Aït-Hamouda défie Zerhouni

A l'invitation de militants et sympathisants du RCD à Béni-Yenni pour une conférence ayant pour thème «les événements du Printemps 1980», Nouredine Aït-Hamouda, le député RCD et vice-président à l'APN, n'a pas réussi à se limiter au sujet de la rencontre, emporté qu'il fut par l'envie de tout savoir de la part des présents dans la salle de conférences du centre culturel Mouloud-Mammeri de Béni-Yenni.

Le député s'emploiera en tout premier lieu à rester dans la ligne du thème dont ont voulu débattre ses jeunes hôtes, en commençant par rappeler que le Mouvement culturel berbère était constitué «d'énormément de tendances, parfois diamétralement opposées» mais, pour l'histoire, dira-t-il, il faut reconnaître que ceux qui ont fait le 20 Avril sont avant tout des militants du FFS.

Ainsi, de longues minutes durant, le vice-président de l'APN s'évertuera à mettre l'habit de l'historien, une nécessité, a-t-il dû se dire, eu égard à son auditoire, pour la plupart n'étant pas encore né lorsque la Kabylie était mise en état de siège jusqu'à la libération des 24 détenus, les têtes pensantes du mouvement, il y a 29 ans.

«A leur libération (les 24 détenus, ndlr), tout le monde avait vite vu qu'il devenait impératif que le Mouvement se dote d'une plateforme qui permette de rassembler toutes les forces. C'était ce à quoi était destiné le Congrès de Yakouren», tenait à rappeler

l'invité de Béni-Yenni avant de lancer que «si le pouvoir avait appliqué la moitié de ce qui fait la plateforme de Yakouren, l'Algérie n'en serait pas là aujourd'hui».

En définitive, pour clore son intervention sur les origines et les acquis du Printemps berbère, Aït-Hamouda préférera s'en remettre aux historiens pour «situer les erreurs, telle celle ayant fait que nous n'ayons pas su aller vers des personnes qui n'étaient pas politiquement en accord avec nous...».

Le Printemps berbère et tout ce qu'il suscite comme débats est évidemment un thème intarissable, mais la soif de connaître les tenants et les aboutissants, du moins en partie, de l'actualité que la majorité dit «subir», l'invité des militants et sympathisants du RCD ne pouvait pas ne pas répondre à l'invitation consistant à livrer ses convictions et ses points de vue.

Comme d'habitude, Nouredine Aït-Hamouda ne se fera pas trop prier pour jouer son rôle de polémiste invétéré. Et là, il n'y est pas allé par trente-six chemins

pour choisir son introduction.

«Il vient à Tizi-Ouzou pour nous dire je ne sais pas qui a tué lors des événements de 2001. A croire que c'est un ministre étranger aux affaires de l'Algérie qui parle ainsi, ou bien c'est un mensonge immense ou encore on veut nous prendre pour ce que nous ne sommes pas», tancera le député RCD avant d'ironiser sur la visite de Bouteflika à Tizi-Ouzou pour les besoins de la campagne électorale de la dernière présidentielle en mettant en exergue l'impressionnant dispositif de sécurité mis en place à l'occasion.

«Le pouvoir a-t-il peur à ce point de sa population ?» se demandera le conférencier. Un comportement du président de la République que l'élu à l'APN assimile à du mépris

«Ce mépris qui fait qu'il ne se passe pas un jour sans qu'une émeute éclate dans l'Algérie profonde, et quand on voit la manière avec laquelle le pouvoir répond aux doléances des populations, on est tenté de croire qu'il a un compte à régler avec son peuple (...), argue Nouredine Aït-Hamouda.

Apparemment, personne n'arrivera à ôter de l'esprit de ce dernier l'idée selon laquelle le pouvoir a un contentieux particulier avec la Kabylie et tout ce qui s'est déroulé durant la dernière campagne électorale illustre



Nouredine Aït-Hamouda, député RCD et vice-président à l'APN.

Photo : Samir Sid

parfaitement ce fait aux yeux de Aït-Hamouda qui ne se privera pas d'étaler une série d'accusations à faire dresser les cheveux sur la tête à tous ceux ayant plaidé la cause du président de la République à Tizi-Ouzou, dont des anciens du RCD.

Dans son réquisitoire, le député RCD a réservé de longues minutes au ministre de l'Intérieur.

«Il nous en veut d'avoir érigé le drapeau noir. Il a menacé de nous ester en justice. Alors, qu'attend-il pour le faire ?» lança alors

l'ami de Saïd Sadi, d'un coup aussi prolix que remonté contre celui dont il dira «il nous coûte en soins à l'étranger l'équivalent de quoi construire un lycée tous les six mois (...).»

«Se faire soigner dans des hôpitaux français, n'est-ce pas là une insulte aux martyrs ?»

S'entourer des portraits de Didouche Mourad, Abane Ramdane et Larbi Ben M'hidi pour faire accroire que ces illustres hommes sont avec vous, n'est-ce pas une insulte aux martyrs ?»

Visiblement vert de colère, là Nouredine Aït-Hamouda promet au ministre qu'il est prêt à se mesurer à lui sur le terrain qu'il veut. Incontrôlable, il remettra sur la table la polémique quant au nombre de martyrs de la Révolution.

«Je persiste et je signe, il n'y a pas 1,5 million de martyrs. Il aurait fallu 400 morts par jours pour que la France fasse autant de martyrs qu'on veuille le faire croire», s'exclamera le député RCD pour ensuite lancer son terrible «les jeunes Algériens, aujourd'hui, préfèrent défier la mort en traversant la Méditerranée que de vivre chez eux, cela dit tout sur l'échec de ce pouvoir (...).»

Puis, avant de se pencher de nouveau sur le contentieux avec Zerhouni à l'adresse duquel, en termes crus et dits en algérien, il (re)lancera le défi d'estimer le RCD en justice, Nouredine Aït-Hamouda réservera quelques piques à Ahmed Ouyahia, coupable d'avoir qualifié de traîtres les tenants du boycott lors de la dernière présidentielle et qui s'est plu à faire de Saïd Sadi et Aït-Ahmed ses cibles privilégiées durant la campagne.

Une longue intervention, aux allures de réquisitoire donc, suivie, il faut le souligner, dans un silence religieux tellement les présents étaient «scotchés» par le ton du député et vice-président de l'APN.

M. Azedine

KARIM TABBOU ÉVALUE LES RETOMBÉES DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE :

«Cela relève de l'immoralité politique et sociale»

Le Front des forces socialistes (FFS) continue d'évaluer les retombées de l'élection présidentielle. Son premier secrétaire est formel : ces élections ont révélé une véritable immoralité politique, une mainmise des services du renseignement érigés en première force politique et une tentative de paralyser la société. Illustration de cette analyse, le retard pris dans le changement du gouvernement.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - La liste de ce dernier serait, selon le premier responsable du FFS, toujours en discussion au niveau du DRS qui doit la valider. Karim Tabbou néanmoins. Pour tout n'est pas perdu puisqu'il estime que les forces démocratiques du pays peuvent faire basculer la situation.

Au lendemain d'une intense activité partisane dans plusieurs wilayas du pays, le numéro un du FFS est arrivé au moins à une conclusion : «Un véritable rouleau compresseur s'est déchaîné au niveau local pendant la campagne électorale. Des citoyens ont subi les pires chantages pour voter pour Bouteflika. Le DRS a usé de tous les moyens, il a utilisé les fichiers du fisc, des banques et des compagnies de téléphone pour intimider les populations», explique Tabbou qui ajoute que «aujourd'hui, le DRS est le plus grand parti politique. Il a une présence massive dans tous les secteurs d'activité. Les services continuent de prendre en otage le jeu politique.» Résultat de cette situation, continue le numéro un du

FFS, une quasi-paralysie de la société. Une réalité à laquelle sa formation politique refuse de céder puisqu'il y a, en contrepartie, une prise de conscience née de la colè-

re au niveau local. «Les citoyens ont découvert que c'est la pègre locale qui a porté la campagne de Bouteflika. Cela relève de l'immoralité politique et sociale. Nous sommes devant un véritable Etat voyou. Jamais une telle expansion de véreux n'a été aussi importante à tous les niveaux de l'Etat. Les élections de 2009 ont reformulé l'équation politique. Nous assistons aujourd'hui à une confrontation entre l'Etat et la société. La restructuration du système s'est faite sur le

dos de la société.» La situation est-elle pour autant désespérée ? Non répond Tabbou qui estime que les forces démocratiques doivent aujourd'hui reprendre l'initiative, et sortir de leurs coquilles pour s'associer aux luttes de la société.

Le FFS donne l'exemple en intensifiant ses activités sur la société». Jeudi, il réunissait les maires de plusieurs wilayas du Centre, tandis que d'autres rencontres avec les militants étaient également à l'ordre du

jour. Le 1^{er} mai prochain, le FFS organisera la session ordinaire de son conseil national.

Le lendemain, il est prévu l'organisation de la troisième conférence de l'école de formation du parti. A terme, cette école de formation servira de gisement pour le parti.

C'est un réservoir de jeunes motivés qui pourra déboucher sur un mouvement capable de se mobiliser dans le cadre du parti ou en dehors.

N. I.

LE FFS À ORAN :

«Ceux qui ont déjà été élus possèdent-ils vraiment un pouvoir ?»

Lors d'un point de presse tenu ce jeudi au siège du bureau du FFS à Oran, MM. Benameur Belkacem et Nebou Mohamed, responsables au bureau national du Front des forces socialistes (FFS), ont déclaré que «la politique du Front ne vise pas à occuper des postes-clés de responsabilité au sein de l'Etat, parce que, tout simplement, l'expérience a démontré que même ceux qui ont été élus et qui ont occupé des postes-clés n'avaient jamais connu la souveraineté».

Selon les intervenants, «la scène politique n'a jamais été aussi bien contrôlée que depuis l'arrivée de Bouteflika au pouvoir. «Ni les médias ni les partis politiques n'ont échappé à la répression du régime...» M.

Benameur a souligné que «dès son installation (Bouteflika, ndlr), aucun parti ou mouvement politique n'a été autorisé à naître, sans parler du problème de la levée de l'état d'urgence, qui est resté également sans solu-

tion». Selon ces deux responsables, «le FFS n'est pas un professionnel du boycott, c'est le peuple qui a, cette fois-ci, et d'ailleurs comme chaque fois, opté pour ce choix. Le FFS n'a donc fait que suivre et adopter cette volonté populaire».

Sur le plan économique, M. Benameur a expliqué qu'il est impossible de parler, actuellement, en Algérie, d'une économie nationale ou d'une stratégie de relance économique», car, selon lui, «l'économie nationale d'un pays ne peut être basée uniquement sur la consommation et ne doit pas n'en plus se

contenter de ses ressources naturelles». La croissance de la dépendance de l'économie algérienne de ses revenus pétroliers est inquiétante, sachant que «le taux des revenus pétroliers en Algérie est passé de 96 à 98% du PIB national». Pour les responsables du FFS, il existe autant d'arguments assez convaincants qui légitiment la continuité de leur combat pour la libération du peuple algérien, au même titre que la réalisation du projet de l'Etat démocratique et social et du Grand Maghreb populaire arabe.

Ben Aziz